



Le Saint-Siège

**DISCOURS DU PAPE BENOÎT XVI
À S.E. M. FAUSTO CORDOVEZ CHIRIBOGA,
NOUVEL AMBASSADEUR DE L'ÉQUATEUR
PRÈS LE SAINT-SIÈGE***

Samedi 27 octobre 2007

Monsieur l'Ambassadeur,

1. Je suis heureux de recevoir les Lettres qui vous accréditent comme Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Equateur près le Saint-Siège. Alors que je vous souhaite une cordiale bienvenue à l'occasion de cet acte solennel, je désire exprimer une fois encore l'affection sincère que je nourris à l'égard de tous les fils et les filles de cette noble nation. Je vous remercie du salut respectueux que vous avez voulu me transmettre de la part du Président constitutionnel, M. Rafael Correa Delgado, ainsi que des expressions cordiales à l'égard de ce Siège apostolique et de ma personne, qui témoignent également des sentiments filiaux du peuple équatorien. Je vous demande donc de lui transmettre courtoisement ma sincère reconnaissance.

2. Au cours de ma visite en Equateur, en tant que Représentant du Pape Jean-Paul II en 1978, j'ai eu la joie de rencontrer un peuple pacifique, simple, accueillant, mais surtout très enraciné dans la foi chrétienne qui, comme vous l'avez souligné dans votre discours, a porté tant de fruits au cours de plusieurs générations. C'est pourquoi je désire évoquer la mémoire de sainte Marianita de Jesús, et de manière particulière celle d'une jeune laïque, la bienheureuse Narcisa de Jesús, tant aimée du peuple des fidèles, qui souhaitent qu'elle soit rapidement canonisée.

Dans leurs saints, les fidèles chrétiens découvrent le fruit mûr d'une foi qui a marqué leur histoire. Il s'agit d'un patrimoine transmis au cours des siècles, et qui, sous diverses expressions de dévotion populaire et d'art, en même temps que les valeurs morales, civiques et sociales, fait partie de leur identité en tant que nation.

3. L'humanité se trouve aujourd'hui face à de nouveaux contextes de liberté et d'espérance, souvent troublés par des situations politiques instables et par les conséquences de structures sociales faibles. En outre, l'interdépendance entre les Etats s'accroît toujours davantage. C'est pourquoi il est nécessaire et urgent de se consacrer à l'édification d'un ordre intérieur et international promouvant la coexistence pacifique, la coopération, le respect des droits de l'homme et la reconnaissance, en premier lieu, de la place centrale de la personne et de sa dignité inviolable.

Dans ce sens, et en pensant aux nombreux Equatoriens qui émigrent dans d'autres pays dans des conditions difficiles, à la recherche d'un avenir meilleur pour eux-mêmes et pour leurs familles, nous ne pouvons pas oublier que "l'amour - *caritas* - sera toujours nécessaire, même dans la société la plus juste. Il n'y a aucun ordre juste de l'Etat qui puisse rendre superflu le service de l'amour. Celui qui veut s'affranchir de l'amour se prépare à s'affranchir de l'homme en tant qu'homme" (*Deus Caritas est*, n. 28). C'est donc la charité, en tant que don généreux de soi aux autres, qui a engendré et qui continue d'engendrer ce réseau d'œuvres éducatives, d'assistance, de promotion et de développement, qui font honneur à l'Eglise et à la société équatorienne.

4. L'Eglise catholique, qui "de par sa mission et sa nature, n'est liée à aucune forme particulière de culture, ni à aucun système politique, économique ou social" (*Gaudium et spes*, n. 42), offre à travers son ministère pastoral une contribution importante au bien commun du pays. Dans ce but, il est nécessaire de promouvoir et de renforcer le cadre de liberté que les textes constitutionnels et législatifs de l'Equateur lui ont reconnu. C'est pourquoi, il est également souhaitable que le nouvel ordre constitutionnel prenne en considération les garanties les plus larges pour la liberté religieuse des Equatoriens, de manière à ce que la nation puisse compter sur un cadre législatif également conforme au contexte et aux accords internationaux.

5. La liberté d'action de l'Eglise est non seulement un droit inaliénable, mais également la condition primordiale pour qu'elle puisse porter à terme sa mission au sein du peuple, notamment dans des circonstances difficiles. C'est pourquoi, "nous n'avons pas besoin d'un Etat qui régent et domine tout, mais au contraire d'un Etat qui reconnaisse généreusement et qui soutienne, dans la ligne du principe de subsidiarité, les initiatives qui naissent des différentes forces sociales" (*Deus Caritas est*, n. 28).

Cela ne peut d'ailleurs qu'être l'aspiration d'un gouvernement démocratique engagé à promouvoir une culture de respect et d'égalité face à la loi, ainsi qu'un exercice exemplaire de l'autorité, visant à servir le peuple tout entier. Pour tous ces motifs, le gouvernement équatorien a exprimé sa ferme volonté d'assister de manière prioritaire les plus démunis, en s'inspirant de la Doctrine sociale de l'Eglise.

Il est donc souhaitable que les citoyens puissent jouir de tous les droits, en observant les obligations correspondantes, obtenant ainsi de meilleures conditions de vie et un accès plus facile

à un logement décent et au travail, à l'éducation et à la santé, dans le plein respect de la vie depuis sa conception jusqu'à son terme naturel.

6. Monsieur l'Ambassadeur, avant de conclure cette rencontre, je désire former mes meilleurs vœux pour le bon déroulement de votre haute mission, afin qu'elle contribue à renforcer les liens traditionnels de dialogue et de coopération entre l'Equateur et le Saint-Siège, en vous demandant de vous faire courtoisement l'interprète de mes sentiments auprès de votre gouvernement et des autres autorités nationales. Dans le même temps, je me souviens dans ma prière du bien-aimé peuple équatorien et j'implore d'abondantes bénédictions du Très-Haut sur l'Equateur, sur vous, sur votre noble famille et sur ses collaborateurs.

**L'Osservatore Romano. Edition hebdomadaire en langue française n.47 p.4.*

© Copyright 2007 - Libreria Editrice Vaticana

©Copyright - Libreria Editrice Vaticana